

« EXPAT' » BLANCS, NOUVEAUX RICHES ARABES

Anxiétés « expatriées », distinction blanche et fractions racialisées des classes dominantes à Abu Dhabi

[Claire Cosquer](#)

Presses de Sciences Po | « Sociétés contemporaines »

2022/2 N° 126 | pages 121 à 149

ISSN 1150-1944

ISBN 9782724637557

DOI 10.3917/soco.126.0121

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2022-2-page-121.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

« Expat' » blancs, nouveaux riches arabes

Anxiétés « expatriées », distinction blanche et fractions racialisées des classes dominantes à Abu Dhabi

Claire Cosquer¹

Cet article analyse la position sociale « expatriée » et les luttes de classement dans l'espace du travail et des pratiques culturelles, vis-à-vis du groupe émirien, dans le contexte migratoire d'Abu Dhabi. Il souligne le caractère à la fois multidimensionnel et subjectif de la mobilité sociale et montre spécifiquement comment elle engage des représentations racialisées des hiérarchies sociales, dans un espace transnational. Cette mobilité sociale peut être saisie comme une lutte de classement postcoloniale entre fractions racialisées des classes dominantes, marquée par le sentiment de perte d'une partie des avantages économiques, politiques, symboliques, que la colonisation garantissait aux migrations blanches.

Mots-clés : Expatriation – Abu Dhabi – Blanchité – Classes dominantes – Mobilité sociale

White Expats and Arab New Money. Expatriate Anxieties, White Distinction and Racialized Class Fractions in Abu Dhabi

This article analyses the French « expatriate » social position in Abu Dhabi and classification wars vis-à-vis Emirati nationals, through professional and cultural practices. It emphasises both the multidimensional and subjective aspects of social mobility in migration, as it involves racialized representations of social hierarchies in a transnational space. The article analyses this experience of social mobility as a postcolonial classification war between racialized fractions of upper classes, pinpointing how white expats reluctantly lose some of the economic, political and symbolical privileges of former white, colonial migrations.

Keywords: Expatriation – Abu Dhabi – Whiteness – Upper Classes – Social Mobility

Nous, on a un budget, on est obligés de tenir un budget, quoi. Eux, ça leur vient même pas à l'idée : ils savent pas ce que c'est un budget. Tu prends un local [...] il sait même pas ce qu'il paye. » Jacques a 68 ans. Il est arrivé à Abu Dhabi peu après l'indépendance du pays, durant les années 1970. Initialement expatrié comme ingénieur par son employeur français, il est devenu dirigeant de la filiale, puis d'une grande entreprise locale

1. Observatoire Sociologique du Changement, claire.cosquer@sciencespo.fr

dans le domaine de l'industrie pétrolière. Ses revenus, qu'il déclare variables, peuvent atteindre 40 000 € par mois. Si toute la communauté française installée dans l'Émirat ne perçoit pas des revenus aussi élevés que Jacques, même les mieux rémunéré-e-s considèrent comme lui ne pas faire partie du même monde que les citoyen-ne-s émirien-nes, perçu-e-s comme incommensurablement riches.

Abu Dhabi est la capitale de l'État fédéral des Émirats arabes unis, ancien protectorat britannique devenu indépendant en 1971. Le pays a aujourd'hui une démographie migratoire (près de 90 % de la population des Émirats n'a pas la nationalité émirienne), où prédominent les migrations des Sud et Sud-Est asiatiques (qui constituent près des deux tiers de la population des Émirats). Bien plus minoritaires au plan numérique, les flux migratoires des Nord (encadré 1) bénéficient généralement de conditions de visa facilitées, de positions professionnelles élevées et de salaires supérieurs. Les migrations françaises s'accompagnent ainsi d'une augmentation salariale, soutenant la transition de beaucoup de ménages de la bi- à la mono activité ², et par un style de vie « expatrié » distinctif (résidence en villa ou en tour, main-d'œuvre domestique à demeure, fréquentation des hôtels de luxe...) (Wagner, 1998). L'accroissement du niveau de vie et l'accumulation économique sont centraux dans les motivations migratoires : la plupart des enquêté-e-s envisagent de ne rester dans le pays que pour la durée d'un contrat d'expatriation (deux à trois ans), avant de se réinstaller en France. Dans les faits, beaucoup restent dans le pays au-delà de la durée initialement prévue, tout en rapatriant une partie de leurs revenus – notamment sous la forme d'investissements immobiliers.

À la différence du contexte dubaïote voisin (Le Renard, 2019), les migrations françaises à Abu Dhabi se caractérisent par des conditions avantageuses sans pour autant bouleverser les positions sociales du pays d'origine. La quasi-totalité des français-es appartient à la population majoritaire blanche et est déjà solidement ancré-e dans les classes dominantes avant leur départ : le marché du travail abudhabien, dominé par les secteurs des hydrocarbures et de la défense ³, est structuré par des grands groupes qui ont encore largement recours au contrat d'expatriation pour se fournir en cadres. En dehors du cas des militaires du rang et de quelques membres des professions intellectuelles, plus marginalement encore des professions artistiques, les enquêté-e-s viennent principalement des rangs des cadres supérieur-e-s

2. L'ampleur de la mono-activité, qui rend par ailleurs les bénéfices migratoires très ambivalents pour les femmes, m'amène dans ce qui suit à spécifier la profession du conjoint pour situer socialement les enquêtées n'exerçant pas d'activité professionnelle.

3. De façon remarquable, la population enquêtée compte de nombreux anciens militaires reconvertis dans le civil.

du privé, voire des élites dirigeantes que la littérature a parfois qualifiées de « classe capitaliste transnationale » (Robinson, 2004 ; Robinson et Harris, 2000 ; Sklair, 1996 ; 2000). Le recrutement par expatriation au sens strict (*corporate expatriation* dans le vocabulaire anglais des ressources humaines), négocié depuis le siège ou depuis le pays d'origine, à la différence du contrat local (*self-initiated expatriation*) (Colombi, 2016), a souvent pour effet de sélectionner des migrant·e·s déjà haut placé·es dans les hiérarchies professionnelles.

Le sentiment de ne pas faire partie du même monde que les personnes émiriennes engage des représentations et modes de perception des positions sociales qui peuvent, à ce stade, paraître énigmatiques. De fait, les bénéfices migratoires cohabitent chez les migrant·e·s français·es avec le sentiment d'être exceptionnellement dominé·e·s, économiquement, par les citoyen·ne·s émirien·nes dans leur ensemble. Ces « expatrié·e·s » vivent aussi leur présence sur le territoire des Émirats comme suspendue à un sursis constant, soumise à un pouvoir national soupçonné d'arbitraire. Que disent ces ambivalences de la façon dont se constitue une expérience subjective de mobilité sociale (Attias-Donfut et Wolff, 2001) en migration ? L'expérience « expatriée » et ses ambivalences, matérielles et subjectives, interrogent profondément la notion de mobilité sociale dans un espace transnational ainsi que l'articulation entre la matérialité des rapports sociaux et leur perception.

Les bénéfices migratoires cohabitent chez les migrant·e·s français·es avec le sentiment d'être exceptionnellement dominé·e·s, économiquement, par les citoyen·ne·s émirien·nes dans leur ensemble.

Cet article explore dès lors la mobilité sociale par son expérience subjective, en s'intéressant aux performances « expatriées » d'anxiété, mais aussi son caractère multidimensionnel, rendant compte de la pluralité des rapports sociaux et des échelles qui donnent corps aux trajectoires sociales. J'y délimite d'abord la position sociale « expatriée » en montrant comment les migrations des Nords à Abu Dhabi se déploient dans un contexte de déconnexion partielle des rapports sociaux de classe, de nationalité et de race, relativement original dans le cas des migrations des Nords vers les Suds. L'article analyse ensuite la façon dont cette déconnexion est reçue dans l'espace du travail, détaillant un ressentiment conjointement fondé sur la stigmatisation d'une supposée incapacité arabe et la construction du mérite professionnel comme occidental, européen, blanc. Cette réaffirmation racialisée d'une position de classe s'opère aussi dans l'ordre des pratiques culturelles, donnant à voir comment la définition d'une authenticité de classe tient collectivement à distance la population émirienne.

L'article mobilise une enquête ethnographique menée par observation participante (d'octobre 2015 à mai 2016) et entretiens semi-directifs (n = 70) conduits avec des migrant·e·s français·es. L'accès au terrain a été facilité par ma propre position – moi-même française

et résidente, de fait, à Abu Dhabi –, m'ouvrant d'abord les portes des associations communautaires officielles puis celles de groupes affinitaires. Les entretiens ont le plus souvent eu lieu au domicile des enquêté-e-s, parfois dans le bureau dont je disposais sur le campus de l'Université Paris-Sorbonne à Abu Dhabi, parfois dans des cafés où les enquêté-e-s avaient leurs habitudes. Les femmes sont surreprésentées dans cet échantillon, tant dans les entretiens (44 femmes, 26 hommes) que dans les observations, du fait d'un taux d'activité professionnelle très différencié selon le genre et donc d'un écart de temps « libre » entre hommes et femmes. Les espaces observés sont dans plusieurs cas majoritairement féminins (association de femmes et sociabilités féminines, dans les *Ladies' Nights* et *Coffee Mornings*). Si le genre n'est pas au centre de cet article, il a cependant façonné l'objet de recherche et module les rapports sociaux de classe et de race.

■ Reconfigurations postcoloniales : ambivalences de la position sociale expatriée

Les expressions d'une anxiété « expatriée » se situent dans une expérience migratoire caractérisée par l'accès à des salaires très élevés, mais aussi par la perception d'une richesse émirienne hors du commun, appuyée par un système migratoire dit de *sponsorship* qui permet l'extraction de valeur tout en contrôlant et régulant la présence migrante.

La position sociale expatriée dans les hiérarchies locales

Encadré 1 – Les flux migratoires des Nords

Les catégories de « Nords » et de « Suds », quoique vastes, permettent de rendre compte de la distribution des nationalités dans l'économie globale des flux migratoires ainsi que les contextes locaux. Les groupes nationaux sont en effet répartis suivant des régularités régionales répercutant une histoire coloniale et souvent chargées de contenus essentialisés. On entend par « Nords » l'ensemble des pays européens qui ont historiquement été des métropoles coloniales, ou des colonies de peuplement où les colons ont obtenu leur indépendance, ou encore des pays ayant fait partie des bénéficiaires commerciaux indirects du colonialisme. « Suds » désigne l'ensemble des pays ayant été colonisés ou ayant subi de façon plus indirecte l'influence coloniale européenne.

Les Émirats arabes unis ont accédé à un niveau de richesse important après l'indépendance et les débuts de l'exploitation du pétrole et du gaz, deux événements dont la concomitance n'est pas anodine. La présence de « l'or noir » est connue dès la première moitié du ^{xx}^e siècle : un accord est signé dès 1939, sous le *sheikh* Shakhbut, avec la *Petroleum Concessions Ltd* – filiale de l'*Iraq Petroleum Company*, compagnie pétrolière britannique – et les premières nappes sont découvertes en 1958 à Abu Dhabi. Cette ressource n'est pas immédiatement exploitée, Shakhbut craignant qu'elle n'entraîne un bouleversement des équilibres sociaux. Sous le nom des « États de la Trêve », les Émirats constituent à l'époque un protectorat où l'influence britannique s'exerce en la quasi- – quoique pas totale – absence de colons britanniques sur place : les affaires internes demeurent en partie entre les mains des autorités locales, offrant à Shakhbut la latitude nécessaire pour s'opposer à la multiplication des forages. Le contrôle colonial est cependant plus affirmé dans les « États de la Trêve », au Bahreïn et en Oman que dans d'autres zones du Golfe (Arabie saoudite, Koweït), où les familles régnantes ont disposé de davantage d'indépendance (AlShehabi *et al.*, 2015). Aussi la position britannique se durcit-elle face aux réticences émiriennes vis-à-vis de l'exploitation pétrolière : en 1966, le Conseil de la famille se réunit et dépose Shakhbut au profit de son frère Zayed, avec l'appui britannique. Dans le contexte de déliquescence de l'empire britannique, les autorités coloniales investissent Zayed comme l'allié à la fois de la transition politique postcoloniale et des intérêts économiques britanniques dans la région : c'est avec la prise en main par ce dernier de l'émirat d'Abu Dhabi, puis de la fédération des Émirats arabes unis cinq ans plus tard – à la tête de laquelle il restera jusqu'à sa mort en 2004 – que la commercialisation du brut démarre.

Ce moment marque le début de l'industrialisation rapide des Émirats, appuyée par l'importation d'une main-d'œuvre migrante ségrégée – cadres majoritairement européens et nord-américains, blancs, ouvriers majoritairement originaires des pays dits arabes puis, avec de façon croissante, d'Asie du Sud et du Sud-Est. Entre le milieu des années 1960 et le milieu des années 1970, les États de la péninsule arabique entendaient favoriser une immigration arabe ; les migrations provenaient alors principalement d'Égypte, du Yémen, de Palestine, de Jordanie, du Liban et du Soudan – quoique de façon moins marquée pour les Émirats, où l'influence britannique a plus encouragé qu'ailleurs l'importation de main-d'œuvre indienne et pakistanaise (AlShehabi, *et al.*, 2015). Les préférences migratoires se tournent vers l'Asie durant les années qui suivent le choc pétrolier de 1973 et les années 1980 constituent un point de basculement, où l'Asie devient le point d'origine de la majorité des flux migratoires

vers le Golfe (Abella, 1995). À cette époque, l'augmentation des prix pétroliers génère dans les États du Golfe d'immenses ressources financières, qui leur permettent d'engager des projets de construction nombreux et coûteux. L'importation de cette nouvelle main-d'œuvre, très largement masculine, est essentiellement destinée aux chantiers de construction. La reconfiguration des préférences migratoires n'émane toutefois ni uniquement ni directement de ce nouveau contexte économique, mais relève également de motifs politiques – méfiance vis-à-vis du panarabisme et du socialisme arabe, frilosité vis-à-vis des réfugié-e-s palestinien-nes et stratégie de modération diplomatique vis-à-vis d'Israël, crainte relative d'une « égyptianisation » de la nation (Kapiszewski, 2006).

Ces reconfigurations laissent par ailleurs intactes les grandes lignes des hiérarchies migratoires et socioprofessionnelles, en maintenant une division générale entre migrations des Nords, assignées aux postes de direction et d'expertise, et migrations des Suds, assignées aux postes d'exécution. Les nationalités des Nords se sont dans le même temps diversifiées, s'éloignant de la situation de quasi-monopole britannique et états-unien sur les postes de direction et d'expertise : entre 2001 et 2013, le nombre de résident-e-s français-es aux Émirats est passé de 4 776 à 17 371.

Du point de vue des conditions migratoires et des styles de vie sur place, les migrant-e-s français-es font partie à Abu Dhabi d'un groupe social plus large auquel est généralement réservé le qualificatif d'expatrié-e (Kunz, 2016) – et qui se désigne lui-même comme tel –, que l'on peut identifier comme celui des migrant-e-s des Nords. Par contraste, les migrant-e-s asiatiques sont typiquement désigné-es comme *workers* ou immigré-e-s. Les classes supérieures égyptiennes, irakiennes ou syriennes sont quant à elles qualifiées d'*arab expatriates*, l'adjonction systématique de l'épithète « arabe » révélant l'association par défaut du terme « expatrié » aux « migrations blanches » (Lundström, 2014). Ces migrant-e-s des Nords représentent entre 3 et 4 % de la population totale des Émirats (Snoj, 2015). Les citoyen-ne-s émirien-nes réservent en pratique à ces expatrié-e-s le terme *ajanib* (« étranger », qui désigne en principe toute personne non nationale), mais aussi l'expression plus péjorative *awlad al hamrah* (littéralement « les fils de la rouge ») qui moque la pâleur de leur peau et sa tendance à rougir au soleil. Cette expression, qui rappelle le terme *redneck* utilisé dans le sud des États-Unis sans pour autant s'associer aux mêmes connotations de classe, fonctionne donc indirectement comme une désignation de la blancheur. Le terme « expatriation » charrie ainsi non seulement une connotation de classe, mais également une connotation raciale. Les catégories « expat' », « blanc-he » et « européen-ne » (Bonnett, 1998), mais

aussi « western » ou « occidental » (Le Renard, 2019) sont donc souvent superposées⁴.

Ce syncrétisme des catégories émiques traduit l'association étroite de la nationalité, de la classe et de la race dans les hiérarchies sociales locales. Elle s'explique notamment par le fait que les ressortissant-e-s européen-nes et nord-américain-es occupent des positions sociales très proches – sans toujours se traduire par des sociabilités communes, une partie des « expat' » français-es maîtrisant mal l'anglais, notamment les plus âgé-es. Ces nationalités se partagent l'essentiel des positions dirigeantes dans les mondes professionnels, pour des niveaux de salaire similaires, habitent les mêmes *compounds* (groupements semi-fermés de villas) ou luxueux gratte-ciel du centre-ville, fréquentent les mêmes clubs – associations payantes donnant accès à des piscines privées, courts de tennis et salles de sport, parfois à des plages privées et des activités nautiques – ainsi que les restaurants et bars des mêmes hôtels étoilés où sont permises des pratiques culturelles particulièrement distinctives du milieu « expat' », telles que la consommation d'alcool et de viande de porc. Ces proximités de position n'empêchent cependant pas des différenciations internes, jusque dans les groupes nationaux eux-mêmes. Ainsi, les personnes en contrat « local » et travaillant pour des entreprises non françaises sont tendanciellement moins intégrées dans la communauté française. À l'inverse, l'appartenance à certaines grandes firmes françaises confère un prestige symbolique qui s'accompagne de l'entretien de sociabilités professionnelles relativement fermées et de formes de désignation internes au groupe français (« les Total », « les Dassault », etc.).

Les hiérarchies locales ont pu être décrites, selon des approches inspirées du dualisme de Sassen (1991), comme « trichotomiques », divisées entre un niveau « local », un niveau « occidental » et un niveau « asiatique » (Malecki et Ewers, 2007). Ronald Skeldon (1992) montre ainsi que l'accès des migrant-e-s asiatiques à des positions plus valorisées dans les pays du Golfe demeure directement limité par la présence des nationalités des Nord(s) aux échelons supérieurs du secteur privé, alors que les nationales et nationaux, minoritaires, occupent davantage les emplois du secteur public⁵. Préservée dans les grandes lignes, cette régularité est parfois plus

Ce syncrétisme des catégories émiques traduit l'association étroite de la nationalité, de la classe et de la race dans les hiérarchies sociales locales.

4. Cette superposition façonne des positions ambivalentes pour les minorités ethno-raciales françaises, qui se trouvent dans une position d'inclusion conditionnelle dans les frontières blanches ou de « multi-racialisation » (Haritaworn, 2012). Si ces ambivalences sont décrites par Amélie Le Renard dans l'émirat voisin de Dubaï (2019), elles sont en revanche moins fréquentes à Abu Dhabi, dans la mesure où le groupe français compte justement très peu de minorités ethno-raciales.

5. Ce dernier, outre les traditionnelles administrations publiques, inclut une part importante de l'économie nationale. Il couvre notamment une grande partie du secteur pétrolier, qui représente environ la moitié du PIB, via l'influente ADNOC (Abu Dhabi National Oil Company), propriété de l'État émirien. Etihad Airways,

Le PIB par habitant-e des Émirats est aujourd'hui l'un des plus élevés au monde, avec près de 38 000 \$ en 2016, et les perceptions expatriées associent l'ensemble de la population nationale à la richesse.

trouble pour certains groupes nationaux, notamment le groupe indien : près de 20 % des Indien-ne-s résidant dans le Golfe sont des cols blancs et 10 % sont des travailleuses et travailleurs qualifié-es, notamment des médecins et avocats (*professionals*) (Thiollet, 2016).

Le moment de l'indépendance et de l'exploitation des hydrocarbures est fréquemment interprété comme une rupture entre le néant – économique, mais aussi culturel et démographique – et le développement exponentiel des Émirats, comme si l'exploitation pétrolière constituait le « point zéro » d'une histoire nationale exceptionnalisée, où les structures économiques et culturelles précédant l'ère pétrolière sont niées (Vora, 2013). Le PIB par habitant-e des Émirats est aujourd'hui l'un des plus élevés au monde, avec près de 38 000 \$ en 2016, et les perceptions expatriées associent l'ensemble de la population nationale à la richesse. Cette perception homogénéisée du groupe national est nourrie à la fois par sa minorité démographique et l'invisibilité de ses fractions sociales bénéficiant moins de la richesse nationale : très peu nombreuses à Abu Dhabi, elles sont principalement regroupées dans les émirats dits « du Nord » (Fujairah, Ras Al Khaimah et Umm Al Quwain), pauvres en ressources pétrolières. En l'absence de statistiques officielles fiables – qui ne distinguent souvent que nationaux et non-nationaux – il est par ailleurs difficile d'estimer précisément l'hétérogénéité du groupe émirien. Cette perception homogénéisée fait l'originalité du système de perception des hiérarchies sociales locales là où, dans d'autres contextes migratoires, les « expatrié-e-s » attribuent la richesse aux élites nationales uniquement. Beaucoup d'enquêté-e-s décrivent les Émirien-ne-s comme systématiquement « surpayé-es » et font le tableau d'un écart salarial important avec les migrant-e-s des Nords. Si cette inégalité salariale est difficile à établir à l'échelle des Émirats (Qong, 2010), la perception des hauts salaires versés aux ressortissant-e-s émirien-nes est à replacer dans le contexte des politiques de nationalisation de l'emploi, courantes dans les pays du Golfe. Sous le nom d'« émiratisation » ici, « omanisation », « bahreïnisation », « qatarisation » ou « saoudisation » ailleurs (Hertog, 2014), ces politiques publiques mettent en acte une forme de préférence nationale, avec la réservation de certaines professions pour les nationales et nationaux, l'établissement de quotas dans d'autres professions, ainsi que la mise en place de subventions et d'assurances retraite pour favoriser l'emploi national dans le secteur privé. L'émiratisation vise premièrement à diminuer la dépendance postcoloniale vis-à-vis des cadres étranger-es, parmi lesquel-le-s sont surreprésenté-es les

deuxième transporteur aérien des Émirats après le dubaïote Emirates, est quant à lui détenu par le gouvernement d'Abu Dhabi, ce qui n'empêche cependant pas son CEO d'être britannique.

Européen-ne-s et Nord-Américain-e-s. Elle fait aussi partie de l'arsenal de politiques publiques qui préparent l'économie post-pétrole en pariant sur la diversification économique et le développement du « capital humain » (Assaf, 2017). Elle impacte ainsi les hiérarchies professionnelles en favorisant particulièrement l'embauche de nationales et nationaux à des postes de direction dans le secteur privé.

Au-delà du salaire et des positions professionnelles, la redistribution des ressources tirées de l'exploitation gazière et pétrolière se traduit par un ensemble d'avantages pour la population émirienne (loyers, gaz et eau courante à prix inférieurs, dons en nature de la part de l'État). Une préférence nationale inscrite dans le droit réserve l'accès à la propriété sur une grande partie du territoire. Ces avantages se combinent à la dimension économique de la gestion migratoire par le système du *sponsorship* (*kafala*) : toute société ouverte sur le sol émirien – en dehors des zones franches – doit être détenue à 51 % de ses parts par un-e citoyen-ne national-e (*sponsor*, ou *kafeel*). En pratique, ce système assure la captation d'une partie des profits produits sur le territoire par la population émirienne – quoique pas de façon homogène. Là où l'émiratisation favorise la perception amalgamée des Émirien-ne-s comme une classe nationale de bureaucrates (Herb, 2009) et de managers, la politique de *sponsorship* favorise celle d'une classe nationale de propriétaires faisant corps avec l'État.

L'anxiété expatriée face à la population nationale

Le *sponsorship* constitue une organisation migratoire dont le principe est aussi de lier le migrant à son *sponsor*, gérant les flux migratoires sur le modèle des « travailleurs invités » (*Gastarbeiter*). Il est théoriquement fondé sur l'indivisibilité de la personne qui emploie et de celle qui sponsorise, créant pour les personnes migrantes une forme de « dépendance structurelle » (Longva, 1999) envers leur *sponsor*. Le *sponsorship* restreint en effet la liberté de mouvement sur le marché du travail et fait de « l'imprévisibilité » (Le Renard, 2016) un outil central de la gestion des travailleuses et travailleurs temporaires, jusqu'aux plus qualifiées d'entre elles et eux : tout licenciement conduit à une annulation du visa de résidence et à une obligation de quitter le territoire national sous trente jours. Il articule de fait l'expérience subjective de vulnérabilité vis-à-vis des managers et employeurs émiriens aux conditions d'une relative instabilité migratoire. Les rumeurs de visa brutalement annulé à la suite d'une remarque perçue comme déplacée, une infraction « bénigne », ou par pur arbitraire, circulent ainsi abondamment, en particulier chez les nouvelles et nouveaux arrivant-e-s (« Vous ne vous plaignez pas, vous n'êtes pas content, parce qu'il y a cette atmosphère. Ils vont

vous mettre à la porte comme ça, ils vous enlèvent le visa, tchak ! », Lionel, 59 ans, musicien, installation en 2015). Les enquêtés rapportent une découverte de la docilité qui semble inédite, même chez celles et ceux qui ont déjà connu une carrière migratoire fournie : Lionel a déjà été « expatrié » avec sa conjointe, diplomate, dans plusieurs pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique, mais souligne ci-dessus la spécificité du contexte émirien. Perrine, 38 ans, a aussi connu plusieurs expériences migratoires, en Europe et en Asie du Sud-Est, avant de s'installer à Abu Dhabi en 2011. À la différence de la majorité des enquêtés, Perrine a connu une trajectoire professionnelle construite « sur le tas » commencée aux échelons dominés des mondes professionnels avant d'accéder à des postes de direction très bien rémunérés. Relativement peu diplômée – elle est titulaire d'un baccalauréat technologique –, elle a d'abord été au pair en Angleterre avant devenir technicienne dans le service après-vente d'une entreprise informatique, puis de se reconvertir dans les relations clients d'une firme financière. Elle a petit à petit gravi les hiérarchies internes du secteur de la banque et de la finance, accumulant les certifications professionnelles et accédant à des postes à responsabilités. Au moment de l'enquête, elle dirige un programme de formation professionnelle dans une grande banque de la région du Golfe. Cette situation professionnelle confortable, notamment à l'aune de sa trajectoire personnelle, ne la prémunit pas d'un sentiment qu'elle qualifie de « peur » vis-à-vis des personnes émiriennes :

Y a une peur aussi. Une peur de leur donner quelque chose [à faire], et après de leur dire c'est pas bien. Et euh... Si t'es pas Émirien et que tu leur dis, tu peux les offenser, et après y a des répercussions, pour le visa ou quelque chose. Ici ça marche beaucoup avec la peur. Parce que tout le monde est tenu avec le visa. C'est impressionnant. Tout le monde va dire oui. (Perrine, 38 ans, cadre supérieure dans le secteur bancaire, installation en 2011)

Si Perrine fait référence à sa propre expérience professionnelle, le contexte de forte mono-activité permis par le niveau des rémunérations masculines signifie que la plupart des femmes rencontrées vivent l'anxiété du licenciement par l'intermédiaire de leur conjoint. Katia est arrivée aux Émirats en 2010. Son conjoint, Nicolas, avait travaillé auparavant comme consultant dans le sultanat voisin d'Oman et cherchait à retourner dans le Golfe. Lorsqu'il a trouvé un emploi équivalent à Dubaï, Katia, diplômée en médiation culturelle, économie du luxe et marché de l'art (maîtrise dans une université publique, suivi d'un diplôme de niveau master dans une école supérieure privée), a démissionné de son poste de gestionnaire logistique dans un musée. Le couple a ensuite quitté Dubaï pour Abu Dhabi, où un nouveau poste s'offrait à Nicolas. Elle rapporte la prudence de celui-ci dans les espaces professionnels :

On sera toujours inférieurs aux autres en fait, aux Émiriens, qui eux sont là, sont chez eux. Ils nous le font quand même énormément... Ils nous le rappellent. Pas clairement, mais on se rappelle à nous-mêmes aussi qu'on veut pas d'embrouille avec les Émiriens, parce qu'on sait très bien qu'ils auront gain de cause. Même si c'est pas toujours le cas heureusement, mais on se dit... mon mari au travail, il veut pas non plus faire de vagues. Cette politique d'émiratization, il faut que les entreprises emploient des Émiriens. Mais les Émiriens n'ont pas forcément tous besoin de travailler, donc ils arrivent au travail et ne font rien. [Agacement perceptible] Et ce qu'ils font, c'est plus embêter la vie des autres, en compliquant toute la paperasse, en te disant qu'ils vont te faire un papier en trois jours, et puis une semaine après il est toujours pas fait [...] Mais on peut rien dire. Il y a eu des exemples de personnes qui se sont rebellées, ou qui ont eu des paroles, et qui ont pris leurs affaires et qui sont parties le lendemain. Donc on sait qu'il faut pas faire de vagues. (Katia, 33 ans, sans activité professionnelle, conjoint consultant, installation en 2010)

Katia rattache cette prudence à une perception plus générale (« On sera toujours inférieurs »), qui impute à la population émirienne un mépris systématisé envers les personnes étrangères. L'impression d'être visé-e par une forme de mépris social proche de la xénophobie est parfois exprimée sous les termes du « racisme anti-blanc » (Charrieras, 2013). Lors de l'entretien avec Lionel, conduit dans un Starbucks du centre-ville, celui-ci tourne ostensiblement le regard vers un homme en *dishdash*⁶ affairé à commander une consommation au comptoir, me glissant à voix basse : « C'est vrai, tout de même, qu'ils sont racistes, on le sent contre nous ».

L'impression d'être visé-e par une forme de mépris social proche de la xénophobie est parfois exprimée sous les termes du « racisme anti-blanc » (Charrieras, 2013).

Le licenciement craint par les migrant-e-s français-es empêche le retour sur le sol émirien pendant une période de six mois, sauf si le *sponsor* licencieur accepte de fournir une lettre de « non-objection ». Le système a toutefois été assoupli en 2011, permettant aux résident-e-s étranger-es de changer de *sponsor* sans passer par cette période de six mois, notamment dans le cas où l'employé-e obtient un poste hautement qualifié et dont le salaire dépasse un niveau défini (Hertog, 2014). Malgré l'anxiété qui transparaît dans les entretiens précédents, ce changement de *sponsor* se révèle, dans les faits, fréquent et relativement facile pour les expatrié-e-s aux salaires élevés. La domination des citoyen-ne-s nationales et nationaux vis-à-vis des migrant-e-s des Nords constitue ainsi une question complexe, d'autant que la population émirienne est davantage fracturée que ce que les discours sur l'extraordinaire richesse collective laissent à penser (Assaf, 2017, chapitre II). Cette domination se concrétise dans le droit et dans divers avantages, mais sa traduction dans les salaires peut être mise en doute. Les limites de l'approche par le salaire – excluant les voies de redistribution – couplées aux limites de

6. Long vêtement généralement de couleur blanche, porté par les hommes et construit comme un marqueur de l'appartenance régionale (au Golfe) ou nationale (aux Émirats). Voir Khalaf, 2005.

L'augmentation du niveau de vie et l'accès à des styles de vie et aux biens symboliques caractéristiques de la migration privilégiée vont de pair avec une expérience subjective de vulnérabilité, pour une part liée aux relations avec les supérieurs et les employeurs émiriens, pour une autre part liée aux rapports de pouvoir entre ressortissant-e-s émirien-ne-s et migrant-e-s.

l'approche matérielle – excluant droit et citoyenneté – montrent cependant où se troublent les rapports de pouvoir vis-à-vis des citoyen-ne-s émirien-nes. La mobilité sociale comme « expérience vécue » (Peugny, 2012), c'est-à-dire comme instance de perception des inégalités et de sa propre position sociale, y est marquée par une ambivalence tangible dans l'estimation des positions sociales mais également dans les affects, les expressions d'anxiété voire de vulnérabilité : l'augmentation du niveau de vie et l'accès à des styles de vie et aux biens symboliques caractéristiques de la migration privilégiée vont de pair avec une expérience subjective de vulnérabilité, pour une part liée aux relations avec les supérieurs et les employeurs émiriens, pour une autre part liée aux rapports de pouvoir entre ressortissant-e-s émirien-nes et migrant-e-s. Appréhendées moins comme ce qu'elles sont que comme ce qu'elles *font* (Ahmed, 2004), ces émotions construisent la perception d'une mobilité sociale contradictoire, marquée par la comparaison « vers le haut », avec plus riche que soi. Cette comparaison « vers le haut » est constitutive de ce que Rachel Sherman désigne comme les « anxiétés de l'abondance » (2017) ; elle permet notamment de minimiser sa propre richesse, la rendant plus morale. Elle est ici renforcée par certaines caractéristiques de ce groupe perçu comme plus riche que soi : anciennement colonisé et racialisé comme arabe, réduit à une histoire économique exceptionnalisée.

■ Des luttes de classement racialisées : le mérite et les compétences au travail

Le travail étant l'un des espaces principaux où est ressentie la domination sociale attribuée à l'ensemble de la population émirienne, il est aussi l'espace où se déploient des luttes de classement discrètes. Prudemment circonscrites aux espaces d'entre-soi « expatrié » du fait de la crainte de l'arbitraire émirien, celles-ci présentent la richesse nationale comme induite. Elles s'articulent à une construction racialisée de la différence, qui façonne une distinction blanche opérant notamment sur le terrain du temps, de son appréhension et du mérite professionnel.

Une temporalité construite comme émirienne et arabe

« Il faut absolument s'adapter aux règles émiriennes. Au temps émirien », me confie Christophe, qui poursuit encore : « La notion de temps est radicalement différente pour un Émirien et pour un Français ». Christophe a 55 ans, il s'est installé à Abu Dhabi en 2011. Après des études (lycée militaire, école interarmes) et une carrière militaire

conclue à un grade d'officier supérieur, l'ayant amené à séjourner à plusieurs reprises à l'étranger et à occuper des postes importants dans des organisations internationales, il a fondé sa propre entreprise dans le secteur de l'équipement militaire. Son expérience et son réseau internationalisé, construits pendant cette première carrière, lui ont fait identifier Abu Dhabi comme un marché attractif, déterminant son choix de s'y installer et d'y ancrer sa société. Ce domaine d'activité amène les expatrié-e-s français-es à interagir fréquemment avec des partenaires émirien-nes : lié à un *ethos* militaire masculinisé (Badaró, 2010), il favorise aussi l'investissement de la rigueur et de la discipline comme marqueurs de compétence professionnelle.

L'appréhension différente du temps est souvent interprétée, dans les milieux de la défense, comme un manque de professionnalisme : la temporalité émirienne est décrite comme plus lente, inadaptée au temps des affaires et peu tournée vers l'anticipation. Paul, 43 ans, s'est installé à Abu Dhabi en 2008, avec un statut de coopérant auprès de l'armée émirienne. Passé lui aussi par l'école interarmes, il venait d'achever une première carrière militaire à un rang d'officier, marquée par deux expériences migratoires, l'une en Europe occidentale, l'autre en Afrique orientale. Un an après leur installation, la conjointe de Paul a trouvé un poste de conseillère en gestion de patrimoine, incitant la famille à rester sur place. À l'issue de son contrat de coopérant, Paul a été employé comme consultant par un grand groupe français de l'industrie de la défense, tout en suivant à distance un master en intelligence économique dans une université française dans la perspective de fonder sa propre entreprise. Fort de sa longévité à Abu Dhabi, il se pose en connaisseur des logiques professionnelles locales :

Il y a tout l'aspect culturel qui est vraiment différent avec les Émiriens. Il faut identifier les pôles de décision. Il faut identifier les facilitateurs qui vous amènent au point de décision et surtout il faut s'adapter à leur rythme et à leur tempo, qui est totalement différent du nôtre. C'est des différences en termes de planification, en termes de capacité à traiter les priorités plutôt que les urgences, de gérer l'imprévu, de planifier ce qui doit être planifié. (Paul, 43 ans, consultant et formateur dans le secteur de la défense, installation en 2008)

Le rapport au temps est inscrit dans un ensemble culturel plus vaste, marqué par le fatalisme d'inspiration religieuse et associé à une pesanteur hiérarchique de type tribal – ces « facilitateurs » évoqués par Paul. L'appréhension du temps sert par là de marqueur d'une frontière symbolique fondée sur une « allochronie » ou une « dénégation de la co-temporalité » (Fabian, 1983), qui amène les enquêté-e-s à parler de la population émirienne comme s'ils et elles n'en étaient pas complètement contemporain-es.

L'appréhension du temps sert par là de marqueur d'une frontière symbolique fondée sur une « allochronie » ou une « dénégarion de la co-temporalité » (Fabian, 1983), qui amène les enquêté·e·s à parler de la population émirienne comme s'ils et elles n'en étaient pas complètement contemporain·es.

Le rapport au temps émirien est aussi interprété comme le signe d'un manque de « rigueur » et d'une religiosité incompatible avec le professionnalisme. Philippe est un ancien pilote de chasse instructeur, arrivé pour la première fois à Abu Dhabi en 1989. Il y a fini sa carrière militaire, puis est retourné en France où il est devenu pilote civil pour l'aviation d'affaires dans une grande entreprise du secteur de la défense. Il est revenu à Abu Dhabi en 2008, lorsque cette même société lui a offert un poste de direction dans son antenne locale. Philippe s'agace du respect émirien des cinq prières quotidiennes, causant des retards sur les horaires prévus. Plus largement, il attribue un professionnalisme douteux à l'ensemble de la « culture orientale, la culture arabe » :

Je venais d'un milieu qui était aux antipodes de la culture orientale, la culture arabe. Dans l'aviation on est hyper rigoureux et la rigueur c'est tout ce qu'ils avaient pas ici. J'ai vu des accidents qui auraient jamais dû arriver, j'ai vu des comportements qui étaient à mille lieues de ce que j'étais. Et puis une espèce de rapport avec la religion qu'on pouvait prendre un peu comme du fatalisme. Il s'est crashé, *inch'allah*, il s'est crashé. Ben non, s'il avait appris ses procédures, il se serait pas crashé [...] Puis même quand les gens sont pas très religieux, ils sont quand même imprégnés par cette culture. *Inch'allah*, bon ben on va pas s'embêter, c'est écrit et c'est pas autrement. (Philippe, 62 ans, cadre dirigeant dans le secteur de la défense, installation en 1989).

Par son usage moqueur de *inch'allah*, Philippe dépeint une incompetence traduite dans une absence de rigueur, mais aussi une forme de paresse présentée comme une faible implication au travail (« Des gens qui se donnent pas la peine de s'impliquer, de travailler. C'est pas quand même des gros, gros travailleurs », dit-il plus loin dans le même entretien).

Ces représentations de l'arabité et de l'émirianité dessinent en creux un *ethos* de la compétence professionnelle qui prend les caractéristiques de ses énonciateurs : la temporalité raisonnée, calculée, et plus avant la rationalité défaite des déterminations religieuses ou culturelles, s'incarnent dans les traits des masculinités blanches.

Ces représentations de l'arabité et de l'émirianité dessinent en creux un *ethos* de la compétence professionnelle qui prend les caractéristiques de ses énonciateurs : la temporalité raisonnée, calculée, et plus avant la rationalité défaite des déterminations religieuses ou culturelles, s'incarnent dans les traits des masculinités blanches. En investissant le terrain classique du déni de co-temporalité et en mobilisant des stéréotypes coloniaux communs sur l'irrationalité et l'indolence, ce racisme culturalisé s'inscrit dans la continuité d'un héritage colonial global qui se joue dans une grande variété de contextes locaux, notamment en Afrique et dans les Caraïbes. Il rejoint par là une délimitation de la blanchité courante dans les migrations Nords-Suds (Quashie, 2016), tout en s'adossant à des représentations spécifiques au Golfe (Le Renard, 2014) : la faiblesse supposée de l'*ethos* professionnel émirien est aussi interprétée comme relevant de l'absence de « besoin » de travailler, selon les termes de Katia citée *supra*. En d'autres termes, la perception de la richesse émirienne

module et rationalise l'accusation de paresse. Articulée à la perception de la population émirienne comme extraordinairement et uniformément riche, elle se distingue des modes plus courants de distinction blanche en migration – qui se différencient des élites locales en les particularisant vis-à-vis du reste de la population – en faisant le portrait d'une richesse arabe induite « et » collective. De plus, l'appréhension de ce rapport au temps s'articule à une lecture spécifique de l'histoire émirienne : en positionnant l'exploitation du pétrole comme son « point zéro » et en minimisant les structures économiques et culturelles qui préexistaient à cette découverte, cette lecture de l'histoire identifie les forces motrices du développement comme, prioritairement, « expatriées ». Ce tableau d'une appréhension statique du temps contraste de façon remarquable avec la projection constante des discours publics émiriens vers le temps futur – notamment les « Visions », plans de préparation d'une économie post-pétrole (Assaf, 2017).

Les politiques d'émiratization face au mérite professionnel expatrié

Cette projection vers le futur se traduit notamment par les politiques dites d'émiratization. Or celles-là mêmes approfondissent le ressentiment vis-à-vis des jeunes Emirien-ne-s occupant des postes pour lesquels ils et elles ne seraient pas compétent-es. Emmanuel est pilote de chasse et instructeur militaire détaché auprès de l'armée émirienne. En fin de carrière militaire – l'entièreté de son parcours professionnel s'est déroulée dans l'armée, après une classe préparatoire dans un lycée militaire –, il a connu plusieurs autres expériences migratoires, notamment en Afrique du Nord et en Afrique de l'Est. Il attend que mon enregistreur soit arrêté pour faire le portrait d'un pays qui « ne va pas du tout dans la bonne direction » et d'une génération trop gâtée, à qui tout « tombe tout cru dans la bouche ». Il déplore la politique d'émiratization, en avançant que, dans son domaine, il serait inconcevable de fonctionner sans les « expatriés occidentaux » : « Les têtes pensantes ne se rendent pas compte de cette situation, parce que personne ne va faire remonter l'information. Qui va oser dire qu'il ne peut pas faire son travail sans l'expatrié occidental à sa droite ? ».

La revendication de la compétence « expatriée », particulièrement forte dans les milieux de la défense où travaillent les enquêté-e-s précédemment cité-es, ne leur est pas pour autant réservée. Le discours sur le mérite professionnel émerge avec une intensité particulière dans l'ensemble des secteurs privés soumis à la politique d'émiratization. Didier, jeune trentenaire, a quitté son travail de

trader à la City de Londres pour Abu Dhabi, après avoir été recruté par un « chasseur de têtes » en 2014. Diplômé d'une école d'ingénieur et titulaire d'un master de finance délivré par une grande école parisienne, Didier comprend sa carrière en pleine ascension comme le fruit de son mérite. Il côtoie en revanche des collègues dont il pense qu'ils doivent principalement leur poste à la préférence nationale. Pour Didier, il existe un accord « tacite » au sein de son équipe et plus généralement dans toute entreprise concernée par l'émiratization, pour ne pas compter sur ces employé·e·s émirien·nes : incompétent·es, peu ou mal formé·es pour leur poste et surtout découragé·es de fournir le même effort que les cadres expatriés (« Les gars ils sont promus beaucoup plus vite, à poste équivalent ils sont payés au moins le double, et ils travaillent moins »). La perception des politiques d'émiratization est singulièrement différente côté émirien : Laure Assaf en analyse les effets « pervers », montrant que les quotas sont remplis par des « emplois fantômes » qui ne confient aucune mission aux jeunes Émirien·ne·s les occupant (Assaf, 2017). Le désœuvrement est dès lors vécu comme une souffrance davantage que comme une faveur, d'autant que les politiques de nationalisation de l'emploi tiennent aussi peu compte des compétences des jeunes Émirien·ne·s que de leurs aspirations.

Cette politique d'émiratization et la différence de salaires cristallisent le ressentiment « expatrié » et approfondissent l'association de l'émirianité et de l'arabité à la richesse induite, tout en consolidant celle de l'occidentalité et de la blanchité à la compétence et au mérite.

Cette politique d'émiratization et la différence de salaires cristallisent le ressentiment « expatrié » et approfondissent l'association de l'émirianité et de l'arabité à la richesse induite, tout en consolidant celle de l'occidentalité et de la blanchité à la compétence et au mérite. Face à l'incompétence d'une société perçue comme grandie trop vite, la compétence est racialisée en retour et associée aux « expatriés », sollicités pour leur « expertise », dont le pays ferait défaut : les enquêté·e·s comprennent leur présence sur le territoire émirien par leurs compétences professionnelles, techniques, intellectuelles, dont les citoyen·ne·s émirien·nes seraient largement dépourvu·es. Illustrant la division racialisée de la « rationalité » (Ideland, 2018), le transfert de compétences est ainsi défini comme intrinsèque à la migration Nords-Suds. Les distinctions racialisées internes au groupe français soulignent par ailleurs la construction de cette migration compétente à une migration blanche. Au cours d'un déjeuner avec un responsable d'une association communautaire française, celui-ci m'explique par exemple qu'une partie des aides de solidarité destinées aux compatriotes « en détresse » est absorbée – ce qu'il déplore – par des Français·es installé·es à Dubaï, « issu·es de l'immigration », venu·es « la fleur au fusil » et sans projet professionnel construit – ce par quoi il entend vraisemblablement qu'ils et elles ne disposent pas au préalable de contrat d'expatriation et n'ont donc pas été sollicité·es pour un poste précis. Les Français·es installé·es à

Abu Dhabi qualifient par ailleurs régulièrement leurs homologues dubaïotes de « Nabilla », pointant par-là leur hédonisme et leur irresponsabilité supposés, contraires au sérieux revendiqué de la communauté française aboudhabienne.

Cette construction des compétences comme occidentales et blanches remonte en particulier aux débuts de l'exploitation pétrolière et sa ségrégation brutale entre ingénieurs britanniques blancs et main-d'œuvre coloniale, locale ou indienne (AlShehabi *et al.*, 2015). Toujours au principe des différences de statut entre nationalités des Nords et des Suds, elle traduit une certaine continuité postcoloniale dans les mondes professionnels et les dynamiques migratoires : les travailleurs et travailleuses sud-asiatiques et sud-est-asiatiques sont, quant à elles et eux, en grande partie cantonné-es à des positions d'exécution. Si la question de leur minorisation et de leur altérisation constitue une question trop vaste pour être traitée dans le cadre de cet article, il faut noter que la construction d'une masculinité blanche compétente et rationnelle se déploie aussi en relation à ces masculinités laborieuses et subalternes, c'est-à-dire avec la force de travail que les expatrié-e-s participent à diriger. Les discours publics émiriens sont quant à eux ponctués par l'image d'une « colonisation migrante », au travers de comparaisons entre la minorité nationale et les « populations aborigènes » ou encore les « Indiens d'Amérique » (Belkaïd, 2010). Si ces discours comportent des points communs avec les rhétoriques xénophobes rencontrées dans d'autres contextes – tel le thème du « grand remplacement » en France – la métaphore coloniale rappelle que la présence des « expatrié-e-s » des Nords aux postes d'expertise et de direction résonne comme un écho au colonialisme européen – de fait, la présence « expatriée » est même plus importante que la présence de colons sous le régime du protectorat. Le débat sur la prédominance de la langue anglaise dans la société émirienne – et les craintes que les nouvelles générations maîtrisent de moins en moins bien l'arabe –, particulièrement virulent aux Émirats depuis que l'année 2008 a été décrétée « année de l'identité nationale », témoignent de l'intrication de cet héritage colonial dans la perception anxieuse de certaines migrations.

■ Être digne ou indigne de sa richesse : l'inauthenticité culturelle de la classe

Dans la perception des rapports sociaux locaux, l'idée que les Émirien-ne-s n'auraient pas travaillé pour obtenir les richesses liées à l'exploitation des hydrocarbures ne signifie pas seulement que

celles-ci et ceux-ci ne « mériteraient » pas le niveau économique de leur pays. Elle implique que ce niveau économique a été atteint trop rapidement, sans que le niveau culturel du pays et ses *habitus* nationaux correspondent à son développement économique (Smith, 2015).

Stigmatiser un néant culturel

L'identification d'un néant culturel contrastant avec le développement économique a d'abord trait à la pauvreté de « l'offre culturelle », c'est-à-dire d'opportunités de pratiques culturelles correspondant à celles investies en France, notamment la fréquentation de théâtres, cinémas, expositions ou autres concerts : « C'est moins riche culturellement parlant que ce que je pourrais faire par exemple à Londres et Paris », estime Didier. Là où le jugement du mérite et de l'*ethos* professionnel est central, dans les milieux militaires et les mondes professionnels du privé concernés par la nationalisation de l'emploi, les jugements portés sur l'offre culturelle sont plus prononcés dans la fraction migrante la plus dotée en capital culturel, notamment les professions intellectuelles et les diplômé-e-s, comme Didier, des grandes écoles parisiennes. Éléonore et Guillaume sont deux jeunes universitaires arrivé-es à Abu Dhabi en 2015 à l'issue de leur doctorat en sciences sociales. Il s'agit pour Guillaume de la première installation à l'étranger, la seconde pour Éléonore, quoique la première dans un pays non européen. Éléonore et Guillaume se plaignent particulièrement de l'ennui et du sentiment qu'il n'y a « rien à faire ». Tou-te-s deux dépeignent un néant culturel illustrant la déception des attentes orientalistes (Said, 1978) nourries par les expatrié-e-s, qui cherchent à découvrir des traditions émiriennes et se désolent de ce qui leur semble inauthentique : chaque week-end est l'occasion de la recherche d'une nouvelle visite, d'un nouveau restaurant, d'un nouveau bar, généralement jugé décevant, faux, grossier. En me présentant la ville, Éléonore et Guillaume dessinent une géographie marquée par ces insatisfactions successives. Alors que nous sommes attablé-es dans un restaurant thaïlandais, dans l'attente de notre commande, Guillaume se tourne vers Éléonore avec sarcasme : « On lui parle de la Corniche ? Comment on lui présente la Corniche ? Magnifique, paradisiaque ? [...] Il y a des autoroutes quatre voies le long de la Costa Brava qui ont plus de charme... Et je parle de quatre voies qui longent des tas d'ordures ». Il entreprend de me montrer des photos de leur récente visite à la Grande Mosquée sur son téléphone : après avoir ri d'une photo où Éléonore porte un voile et une *abaya*, il fait défiler des photos de détails architecturaux dont il moque le kitsch. « C'est beau... quand on la

voit de loin. Mais c'est nouveau riche, aucune attention au détail [...] C'est des céramiques de toilettes sur la Costa Brava. Sauf que là t'es dans un lieu saint ! » Lorsque je visite moi-même la Grande Mosquée en compagnie du club des femmes françaises (cf. *infra*), majoritairement des conjointes sans activité de cadres supérieurs ou dirigeants des secteurs du pétrole et de la défense, la stigmatisation est moins directe que chez ces deux universitaires : le gigantisme du bâtiment laisse à l'évidence certaines visiteuses un peu perplexes, mais personne ne relève la qualité des finitions dont se moquait Guillaume.

Le sentiment d'ennui et d'insatisfaction culturelle est double. Il renvoie d'une part à l'absence ou à la rareté d'opportunités permettant d'entretenir (et de montrer) un capital culturel associé aux classes supérieures, particulièrement à la fraction la plus dotée en capital culturel, classiquement désignée fraction dominée de la classe dominante (Bourdieu, 1979). Il transforme la lutte de classement entre fractions de classe, opposant les authentiques installés-es aux parvenus-es « nouveaux riches », moins dotés-es en capital culturel et condamnés-es au mauvais goût. L'originalité de cette forme de distinction vient cependant du fait que l'identité de ces « nouveaux riches » se superpose à celle attribuée à la population émirienne dans son ensemble, impliquant par là non seulement un rapport entre fractions de classes, mais aussi entre groupes nationaux, mêlant des logiques de développement national différencié et de racialisation. Le néant culturel désigne ainsi, d'autre part, la supposée absence d'une culture nationale, entendue en son sens folklorique. La stigmatisation du faux pointe une inauthenticité culturelle de la classe, tout en essentialisant le groupe national émirien, indissocié du caractère « arabe » et « oriental » à l'aune duquel le jugement de son authenticité est redoublé. En pratique, cette double distinction est facilitée par la porosité entre pratiques touristiques et pratiques culturelles des migrant-e-s des Nords : Éléonore et Guillaume estiment qu'il n'y a non seulement rien à faire – du point de vue du capital culturel –, mais non plus rien à voir à Abu Dhabi – du point de vue de l'authenticité culturelle comme valeur touristique. Les visites touristiques à proposer aux membres de la famille de passage sont d'ailleurs estimées comme très limitées (« Ils en repartent pas forcément la tête pleine de [rire] de vestiges archéologiques [rire] ou de, de la culture incroyable du pays », Virginie, 30 ans, sans activité professionnelle, conjoint cadre supérieur, installation en 2014).

Alors que nous remarquons dans la rue des affiches pour un festival d'artisanat à Al-Aïn, Éléonore me met en garde contre tout excès d'enthousiasme :

Y a pas si longtemps, c'était le désert. Si tu regardes des photos d'Abu Dhabi il y a 50 ans, c'était le désert. Avant que ça devienne cette ville futuriste. Donc ils aiment bien retourner à la nature, se rappeler ça, alors ils organisent des courses de chameaux [...] Mais bon... artisanat ça veut dire un peu de henné sur les mains [elle pouffe] C'est pas la grande culture.

Ce scepticisme réinvestit la vision de l'histoire émirienne démarquant au moment de la découverte du pétrole :

Ils ont pas énormément d'histoire. On trouve qu'ils sont assez vite passés de rien à tout. (Michèle, 42 ans, sans activité professionnelle, conjoint consultant industriel dans le secteur de la défense, installation en 2011)

La rapidité de la croissance économique sur la séquence historique considérée condamnerait ainsi les Émirats au « pur matérialisme » :

Y a pas encore le vernis de la culture, c'est du pur matérialisme [...] Faut pas oublier non plus que y a 44 ans y avait rien ici, quelques pêcheurs de perles, des vendeurs de chameaux... [rires] [...] Donc on peut pas s'attendre à ce qu'il y ait une culture très profonde, parce que qu'est-ce qui est important quand on a une tente et des chameaux ? On fait du commerce. C'est manger tous les jours à sa faim, c'est pas peindre, ou faire, ou écrire des romans, ou de la poésie, hein ! (Lionel, 59 ans, musicien, installation en 2015)

Cette construction de l'authenticité délégitime la position de classe collectivement attribuée à la population émirienne comme si, à l'instar des transfuges de classe, les *habitus* des citoyen-ne-s nationales et nationaux contrastaient avec les attentes des migrant-e-s de classe supérieure et trahissaient la rapidité de leur développement économique national.

Par opposition à la superficialité émirienne, l'Europe et la France paraissent riches de culture et d'authenticité, où l'on « peint », où l'on « écrit des romans, ou de la poésie ». D'autres enquêté-e-s regrettent les « routes tortueuses » de la France (Benoît, 50 ans, cadre supérieur dans le secteur culturel, installation en 2013) ou encore les « vieilles pierres » de l'Europe (Claire, 51 ans, coach en développement personnel, installation en 1994). Cette construction de l'authenticité délégitime la position de classe collectivement attribuée à la population émirienne comme si, à l'instar des transfuges de classe, les *habitus* des citoyen-ne-s nationales et nationaux contrastaient avec les attentes des migrant-e-s de classe supérieure et trahissaient la rapidité de leur développement économique national. En d'autres termes, la population émirienne est tant jugée pour sa distance à une authenticité régionale définie selon des attentes orientalistes que pour sa distance à une authenticité bourgeoise définie selon les normes des classes supérieures européennes.

Un *Coffee Morning* sur la contrefaçon

Comme dans d'autres contextes migratoires Nords-Suds, les sociabilités des femmes se déroulent en partie dans des cercles féminins reprenant le modèle du club colonial (Fechter, 2010). Le Club des femmes françaises d'Abu Dhabi organise régulièrement des *Coffee*

Mornings, rendez-vous donnés dans un café peu après l'heure où commencent les cours des enfants à l'école. L'un de ces *Coffee Mornings* est consacré à la contrefaçon, en présence de Laurane, une conseillère de l'ambassade experte en propriété intellectuelle. Les participantes s'y rendent apprêtées comme à leur habitude, munies notamment de sacs à main et lunettes de soleil de grandes marques.

Laurane critique les contrôles émiriens pour leur parcimonie et leur laxisme, auxquels elle oppose la responsabilité morale et le patriotisme économique. Ne pas consommer de contrefaçon est un moyen de participer à la préservation de l'image de la France – spécifiquement son image de luxe, défini par la rareté et la qualité, toutes deux mises en danger par l'inflation que représente la contrefaçon. La présentation de la conseillère lie la contrefaçon à la criminalité organisée, au terrorisme, ainsi qu'à la figure de la banlieue délinquante. Laurane explique que la législation sur la contrefaçon a des effets collatéraux :

C'est aussi quelque chose qui sert aux gendarmes pour arrêter les petits bandits, ceux dont on sait très bien qu'ils font, voilà [air entendu], mais qu'on arrive pas à prouver. Alors ils les arrêtent pour leur casquette, ou leur ceinture, en leur disant : « Eh bien voilà : porter ça c'est un délit ! »

Laurane résume :

Il y a trois aspects dans la contrefaçon : l'aspect juridique, bien sûr, puis l'aspect social. Ai-je le droit de porter cette marque et d'en être si fière alors que je ne peux pas me la payer ? C'est aussi ça. Et puis, l'aspect moral, puisqu'il s'agit de protéger l'image de la France et les entreprises françaises, et que la contrefaçon est liée à la criminalité organisée et au terrorisme. (Journal de terrain, janvier 2016)

L'aspect « social » intéresse les participantes. Plusieurs expliquent avoir cessé d'acheter du Vuitton, du fait du trop grand nombre de faux en circulation. Garance, participante régulière des *Coffee Mornings*, se lamente : « En France, Vuitton on sait bien que c'est pas des vrais... On en voit partout, et puis quand tu vois les gens qui les portent... [soupir, yeux levés au ciel] Bon, voilà ! On sait bien ! » Les faux font perdre à Vuitton sa valeur distinctive : la contrefaçon permet à des consommatrices et consommateurs moins pourvus de porter des sacs, des vêtements, qu'elles et ils « ne devraient pas » porter, faisant perdre à la marque le signal social qui lui était attaché. Ils généralisent enfin la suspicion envers la marque : outre que Vuitton paraît trop accessible, les Vuitton authentiques sont à leur tour soupçonnés d'être faux. Si le gain de visibilité pour la marque pourrait être vu de façon positive comme un gain concomitant de popularité, cette popularité ne fait pas « envie » aux « bonnes personnes », selon une autre participante. Une participante assise en

face de moi déclenche les rires lorsqu'elle raconte l'achat d'une écharpe Burberry par l'une de ses amies. Son petit-fils l'avait alors accueillie d'un cinglant : « Mais mamie, pourquoi t'es habillée comme en banlieue ? » En somme, la consommation par les classes populaires – particulièrement la figure racialisée des classes populaires de banlieue⁷ –, de produits de marque économiquement réservés aux classes supérieures, induit un trouble de la distinction de classe.

En contrepoint de l'association de la France au luxe, les Émirats n'apparaissent jusqu'ici qu'en complices du commerce international de la contrefaçon, ainsi que de ses liens supposés avec le financement du terrorisme. Pourtant, le *Coffee Morning* bascule ensuite vers la présentation de certain-e-s Émirien-ne-s comme des consommatrices et consommateurs de biens contrefaits. Plusieurs participantes se demandent, tout haut, ce qui peut bien amener des consommatrices et consommateurs au pouvoir d'achat aussi élevé à acheter du faux. Pourquoi achèterait-on un sac contrefait quand on peut s'en offrir plusieurs, authentiques ?

Au fil des étonnements, une réponse collective s'esquisse⁸ : outre que les Émirien-ne-s sont peu sensibles à l'argument de patriotisme économique français ou à celui de la responsabilité morale envers les entreprises, elles et ils paraissent, selon les participantes, également insensibles à « l'aspect social » qu'invoquait Laurane. En d'autres termes, elles et ils n'auraient que peu de sens de la distinction de classe telle qu'elle est articulée par les participantes françaises, avec un remarquable degré d'explicité : dans cette interprétation, peu importe que la marque soit véritable, puisqu'apprécier cette authenticité suppose un goût, un savoir-apprécier. Les Émirien-ne-s dans leur ensemble sont alors placés dans une position de transfuge et de performance de richesse inauthentique. Le rapprochement entre leurs comportements de consommation et ceux des banlieues françaises exprime le sous-texte racialisé de la lutte entre fractions de classe : tout comme l'étiquette « bling-bling » stigmatise originellement l'ostentation propre au hip-hop afro-américain (Garabato, 2013), les nouveaux riches émirien-ne-s sont rappelés à leur arabité, seule assignation qu'elles et ils partagent avec les banlieues françaises pauvres.

7. Ou celle de Barbès, quartier particulièrement associé à la contrefaçon (Lallement, 2015).

8. Une autre réponse à cet étonnement est possible : celle avançant que le pouvoir d'achat des citoyen-ne-s nationales et nationaux n'est pas homogène, contrairement aux représentations de richesse exceptionnelle.

■ Minceur blanche et corps nouveaux riches

Cette inauthenticité est, enfin, lue dans les corps émiriens, qui deviennent le signe de la rapidité de l'accession à la richesse. Si la minceur et la pratique d'un sport pour se maintenir « en forme » peuvent être analysées, en France, comme des éléments de distinction des classes supérieures (Darmon, 2008 ; Régnier et Masullo, 2009), elles sont associées, à Abu Dhabi, à un mode de vie « occidental » et souvent présentées dans des corps blancs – en témoignent les affiches pour des cours de sport (ci-après). Dans ce contexte, les taux de diabète et d'obésité deviennent le symptôme d'un développement économique pathologique, alors que les plaisanteries sur les « gros-ses » Émirien-ne-s sont courantes. La grosseur des corps est mobilisée comme le signe d'un « retard » culturel : les hommes émiriens, en particulier, sont tout à la fois « gros » et « lourdauds ». Alors que l'obésité est souvent lue comme la mise en chair de l'immoralité et opposée à l'appartenance aux classes supérieures (Carof, 2015 ; Cooper, 2010 ; Rousseau, 2016), elle est ici prise dans le processus de disqualification du capital économique émirien par le capital culturel expatrié.

Ancienne médecin scolaire – elle a arrêté sa carrière pour suivre à Abu Dhabi son conjoint, chirurgien spécialisé –, Laurence s'est installée à Abu Dhabi en 2014, pour sa première expérience migratoire. Elle m'évoque lors d'un trajet en voiture la question du diabète : elle vient de lire un article du *National* qui estimait à 30 % la part de la population émirienne atteinte. Laurence rapporte ces problèmes de santé à des comportements alimentaires bouleversés par des changements socio-économiques trop rapides. À l'inverse, elle ajoute que le personnel des cafés propose des consommations sans sucre aux client-e-s qu'il repère « comme blanc-he-s », signe que celles- et ceux-ci ont incorporé des dispositions alimentaires raisonnées. Rappelant les modes de racialisation de l'obésité observés en contexte états-unien (Sanders, 2019 ; Strings, 2012), la biologisation est ici ambivalente et étagée : la couleur de peau est comprise comme le signe d'un comportement culturel, ayant lui-même des conséquences sur les corps, lequel est le sous-produit d'un développement économique qui serait trop rapide. L'altérisation des citoyen-ne-s nationales et nationaux et la construction d'une distance, dont l'encodage est syncrétique (Guillaumin, 1972), à la fois culturel, moral et parfois biologisé dans les corps eux-mêmes, se produit dans une cohérence étroite avec l'historiographie du « point zéro ». L'espace des pratiques culturelles reproduit la double distinction identifiée dans l'espace professionnel : les luttes de classement y entremêlent de façon indissociable les lignes de distinction entre fractions de classe et entre groupes nationaux racialisés.

L'espace des pratiques culturelles reproduit la double distinction identifiée dans l'espace professionnel : les luttes de classement y entremêlent de façon indissociable les lignes de distinction entre fractions de classe et entre groupes nationaux racialisés.

Affiches pour des cours de sport, Corniche, 2016. Photographies de l’auteure.



Les migrations des Nords vers les Suds, en ce qu’elles suivent largement les déplacements des colons des siècles derniers, constituent l’un des espaces majeurs de la reconduction des rapports de pouvoir coloniaux à l’échelle globale. La variété des contextes migratoires locaux, cependant, façonne des circonstances de reconfiguration différenciée de ces rapports de pouvoir. Les migrations françaises

vers Abu Dhabi amènent les expatrié-e-s dans une situation où se combinent d'importants bénéfices migratoires et une expérience limitée de la domination. Jennifer Bidet souligne que c'est par la combinaison des différentes dimensions de la position sociale que les migrations aboutissent à des mobilités sociales vécues comme contradictoires (2018). La contradiction s'apparente ici à une recomposition des ordres de pouvoir postcoloniaux : alors même que leurs revenus augmentent et consolident leur appartenance aux fractions les plus aisées des classes supérieures, les expatrié-e-s se sentent soumis-es à une domination économique et politique dont l'exercice est attribué à l'ensemble des Émirien-ne-s, pourtant ancien-nés « protégé-es » de l'Empire britannique. En cela, la situation migratoire à Abu Dhabi combine un caractère très privilégié et l'expérience subjective d'une vulnérabilité inédite. Les ressentiments exprimés dans cette instabilité prennent une forme racialisée, en ce qu'ils superposent l'authenticité bourgeoise et les positions blanches, alors qu'ils mêlent tout aussi étroitement les représentations sur les transfuges ascendant-e-s et l'arabité émirienne. Sans être complètement homogènes – davantage situées sur le terrain de la compétence professionnelle et de la rigueur chez les cadres de l'industrie et de la défense, davantage sur celui des pratiques culturelles chez la minorité d'enquêté-e-s appartenant aux professions intellectuelles et artistiques – ces luttes de classement participent à reconstruire le groupe national français à l'étranger autant qu'à le positionner dans les hiérarchies locale et globale. Elles combinent ainsi une lutte entre fractions de classe, impliquant la stigmatisation classique des mobiles ascendants comme « parvenus » ou « nouveaux riches », à une distinction blanche construite comme lutte de classement entre nations chargées d'identités racialisées, dont la place dans l'ordre du développement mondial est presque naturalisée. Dans cette expérience « expatriée » de mobilité sociale, les rapports sociaux de classe, de nationalité et de race sont à la fois difficilement séparables et déconnectés. Ils se déconnectent au sens où il est inhabituel, pour des migrant-e-s blanc-he-s, de se sentir économiquement et politiquement dominé-es par un groupe national entier, anciennement colonisé, racialisé comme arabe. Ils se révèlent peu séparables au sens où les justifications et dénonciations des positions de classe alignent l'appartenance blanche et l'authenticité de la classe supérieure.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abella M., 1995 Asian Migrant and Contract Workers in the Middle East, *The Cambridge Survey of World Migration*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Ahmed S., 2004 *The Cultural Politics of Emotion*, Edinburgh : Edinburgh University Press.
- AlShehabi O., 2015 *Histories of Migration to the Gulf. Transit States. Labour, Migration & Citizenship in the Gulf*, Londres : Pluto Press.
- Assaf L., 2017 *Jeunes arabes d'Abou Dhabi (Émirats arabes unis). Catégories statutaires, sociabilités urbaines et modes de subjectivation*, thèse en anthropologie, Nanterre : Université Paris Ouest Nanterre La Défense.
- Attias-Donfut C., Wolff F.-C., « La dimension subjective de la mobilité sociale », *Population*, 56 (6), p. 919-958.
- Badaró M., 2010 « L'armée de terre argentine à l'épreuve du genre », *Cahiers du Genre*, 48, p. 59-79.
- Belkaïd A., 2010 « Les Émirats arabes unis saisis par la fièvre nationale », *Le Monde diplomatique*, mai, p. 20-21.
- Bidet J., 2018 « Déplacements. Migrations et mobilités sociales en contexte transnational », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 225, p. 67-82.
- Bonnett A., 1998 « Who Was White ? The Disappearance of Non-European White Identities and the Formation of European Racial Whiteness », *Ethnic and Racial Studies*, 21 (6), p. 1029-1055.
- Bourdieu P., 1979 *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris : Minuit.
- Carof S., 2015 *Le « surpoids », un stigmat acceptable ? Représentations, discriminations et réappropriations des rondeurs féminines en France, en Allemagne et en Angleterre*, thèse de doctorat en sociologie, Paris : EHESS.
- Charrieras D., 2013 « 26. Racisme(s) ? Retour sur la polémique du "racisme anti-Blancs" en France », dans Leclère T., Laurent S., *De quelle couleur sont les blancs ? Des « petites blancs » des colonies au « racisme anti-blanc »*, Paris : La Découverte, p. 244-252.
- Colombi D., 2016 *Les usages de la mondialisation : mobilité internationale et marchés du travail en France*, thèse en sociologie, Paris : IEP.

- Cooper C., 2010 « Fat Studies : Mapping the Field », *Sociology Compass*, 4 (12), p. 1020-1034.
- Darmon M. 2008 *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris : La Découverte.
- Fabian J., 1983 *Time and the Other : How Anthropology Makes Its Object*, New York : Columbia University Press.
- Fechter A.-M., 2010 « Gender, Empire, Global Capitalism : Colonial and Corporate Expatriate Wives », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 36 (8), p. 1279-1297.
- Garabato C.A., 2013 « Bling-bling. Du hip-hop aux dictionnaires, en passant par les médias », *Mots. Les langages du politique*, 101, p. 81-96.
- Guillaumin C., 1972 *L'Idéologie raciste. Genèse et langage actuel*, Paris : Mouton.
- Haritaworn J., 2012 *The Biopolitics of Mixing : Thai Multiracialities and Haunted Ascendancies*, Londres : Routledge.
- Herb M., 2009 « A Nation of Bureaucrats : Political Participation and Economic Diversification in Kuwait and the United Arab Emirates », *International Journal of Middle East Studies*, 41 (3), p. 375-395.
- Hertog S., 2014 *Arab Gulf States : an assessment of nationalisation policies*, GLMM, document de recherche.
- Ideland M., 2018 « Science, Coloniality, and “the Great Rationality Divide” », *Science & Education*, 27 (7), p. 783-803.
- Kapiszewski A., 20015 « Arab Versus Asian Migrant Workers in the GCC Countries », dans Jain P., Zacharia Oommen G. (dir.), *South Asian Migration to Gulf Countries*, Londres : Routledge.
- Khalaf S., 2005 « National Dress and the Construction of Emirati Cultural Identity », *Journal of Human Sciences*, 11, p. 11230-11267.
- Kunz S., 2016 « Privileged Mobilities : Locating the Expatriate in Migration Scholarship », *Geography Compass*, 10 (3), p. 89-101.
- Lallement E., 2015 « Espaces marchands et mode à Barbès. Un *fashion mix* urbain et cosmopolite », *Hommes et migrations*, 1310 (2), p. 45-53.
- Le Renard A., 2014 « “On n’est pas formatés comme ça en Occident”. Masculinités en compétition, normes de genre et hiérarchies entre nationalités dans une multinationale du Golfe », *Sociétés contemporaines*, 94, p. 41-67.

- Le Renard A., 2016 « “Ici, il y a les Français français et les Français avec origines” » : reconfigurations raciales autour d’expériences de Dubaï », *Tracés*, 30, p. 55-78.
- Le Renard A., 2019 *Le privilège occidental. Travail, intimité et hiérarchies postcoloniales à Dubaï*, Paris : Les Presses de Sciences Po.
- Longva A.N., 1999 « Keeping Migrant Workers in Check : The Kafala System in the Gulf », *Middle East Report*, 211, p. 20-22.
- Lundström C., 2014 *White Migrations. Gender, Whiteness and Privilege in Transnational Migration*, Basingstoke : Palgrave Macmillan.
- Malecki E.J., Ewers M.C., 2007 « Labor Migration to World Cities : With a Research Agenda for the Arab Gulf », *Progress in Human Geography*, 31 (4), p. 467-484.
- Peugny C., 2012 « L’expérience vécue de la mobilité sociale : le poids de la fratrie », *Informations sociales*, 173 (5), p. 94-101.
- Qong Q., 2010 « Wages in the United Arab Emirates », *Zayed University Working Papers*, (ZU-WP 2010-002).
- Quashie H., 2016 « Les migrants européens du littoral sénégalais (Petite Côte, Saloum) : ouverture de l’économie touristique et entre-soi identitaire », *Autrepart*, 77, p. 125-141.
- Régnier F., Masullo A., 2009 « Obésité, goûts et consommation. Intégration des normes d’alimentation et appartenance sociale », *Revue française de sociologie*, 50 (4), p. 747-773.
- Robinson W.I., 2004 *A Theory of Global Capitalism. Production, Class, and State in a Transnational World*, Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- Robinson W.I., Harris J., 2000 « Toward a Global Ruling Class ? Globalization and the Transnational Capitalist Class », *Science & Society*, 64 (1), 11-54.
- Rousseau A., 2016 « L’institutionnalisation des *fat studies* : l’impensé des “corps gros” comme modes de subjectivation politique et scientifique », *Recherches féministes*, 29, p. 9-32.
- Said E.W., 1978 *Orientalism*, New York : Pantheon.
- Sanders R., 2019 « The Color of Fat : Racializing Obesity, Recuperating Whiteness, and Reproducing Injustice », *Politics, Groups, and Identities*, 7 (2), p. 287-304.
- Sassen S., 1991 *The Global City. New York, London, Tokyo*, Princeton : Princeton University Press.

- Sherman R., 2017 *Uneasy Street. The Anxieties of Affluence*, Princeton : Princeton University Press.
- Skeldon R., 1992 « International Migration within and from the East and South-east Asian Region : A Review Essay », *Asian and Pacific Migration Journal*, 15 (2), p. 277-293.
- Sklair L., 1996 Conceptualising and Researching the Transnational Capitalist Class in Australia, *Australian and New Zealand Journal of Sociology*, 32 (2), p. 1-19.
- Sklair L., 2000 « The Transnational Capitalist Class and the Discourse of Globalisation », *Cambridge Review of International Affairs*, 14 (1), p. 97-85.
- Smith B., 2015 *Market Orientalism. Cultural Economy and the Arab Gulf States*, Syracuse : Syracuse University Press.
- Snoj J., 2015 UAE's population - by nationality. bq Magazine. <http://www.bq-magazine.com/economy/socioeconomics/2015/04/uae-population-by-nationality> [consultée le 8 janvier 2016, maintenant inaccessible].
- Strings S. A., 2012 *Thin, White, and Saved : Fat Stigma and the Fear of the Big Black Body*, thèse de doctorat en sociologie, San Diego : université de San Diego.
- Thiollet H., 2016 « Gérer les migrations, gérer les migrants : une perspective historique et transnationale sur les migrations dans les monarchies du Golfe », *Arabian Humanities*, 7 [En ligne].
- Vora N., 2013 « Impossible Citizens. Dubai's Indian Diaspora », Durham : Duke University Press.
- Wagner A.-C., 1998 *Les nouvelles élites de la mondialisation. Une immigration dorée en France*, Paris : PUF.